

En réponse aux questions des participants, Philippe Meirieu esquisse des pistes de réflexion et expose ses propositions.

Entre les conceptions libérale et étatique des services publics, une conception citoyenne est à imaginer. Par exemple, il serait très intéressant d'ouvrir plus largement l'école aux parents, pourquoi pas le samedi matin ?

Il se prononce résolument pour le maintien de la carte scolaire mais une carte bâtie et appliquée démocratiquement et de façon transparente. La mixité sociale doit en être un des objectifs prioritaires.

Des politiques de bassin doivent être envisagées.

Dans le débat sur les contraintes budgétaires, le coût de l'école est toujours évoqué à court terme. Certes l'école coûte cher mais elle constitue un investissement sur l'avenir. **Réduire les crédits n'est pas une fatalité mais un choix politique.** Il faut donner à l'école les moyens nécessaires à la réalisation de ses missions.

www.chroniquesociale.com

Chronique Sociale - 7, rue du Plat - Lyon 2e - tel. 04 78 37 22 12

Métro-bus : Bellecour

Chronique
Sociale

Comprendre
et
Débattre

L'école en danger

Peut-on encore échapper au pire ?

mardi 7 octobre 2008

avec Philippe Meirieu, professeur des universités

En introduction, Philippe Meirieu remarque que le système éducatif français est en perpétuel changement, chaque ministre mettant un point d'honneur à laisser son nom à une réforme. Mais ce réformisme structurel a finalement peu d'influence sur la pratique pédagogique quotidienne. Depuis l'arrivée de l'actuel gouvernement au pouvoir, en juin 2007, le rythme s'est accéléré. On assiste à une politique volontariste qui ne respecte ni la temporalité éducative, ni la concertation indispensable. Les réformes pleuvent en permanence et il est bien difficile, sous l'orage, de repérer le cap suivi. Quel est le sens d'une telle politique éducative ?

Philippe Meirieu organise son exposé en trois points : d'abord un inventaire des principales réformes, puis une analyse pour en comprendre le sens, enfin la recherche de propositions alternatives.

L'inventaire des réformes

Philippe Meirieu retient 5 grands chantiers. En premier lieu, car c'est la réforme la plus emblématique, **la suppression de la carte scolaire**. Il aborde, ensuite, **la modification de la semaine scolaire et la réécriture des programmes pour l'école élémentaire, le projet de réforme des lycées, et enfin le problème de la formation des enseignants**.

La carte scolaire constitue, le pilier, la base territoriale de l'école républicaine publique: chaque enfant appartient à un secteur pour la scolarité obligatoire. Le corollaire de cette obligation est la garantie de la gratuité et d'une qualité pédagogique égale sur tout le territoire. Actuellement, pour des raisons multiples, 55 % des familles (surtout, mais pas seulement, dans les classes sociales supérieures) souhaitent quitter leur secteur scolaire. Des dérogations existent mais en cas de refus, ces familles se tournent volontiers vers l'enseignement privé qui scolarise, rappelons-le, environ 20 % des enfants. Le ministre actuel a supprimé la carte scolaire, donnant aux familles la liberté de choix de l'établissement scolaire de leurs enfants. Les conséquences sont considérables et Philippe Meirieu reviendra plus longuement sur cette mesure emblématique.

Pour la suppression de la classe le samedi matin et la réduction de la semaine scolaire à 4 jours, Philippe Meirieu parle de « décision grave qui sacrifie le rythme chronobiologique des enfants ». La mise en place de 2 heures

de soutien scolaire semble se faire dans une grande incohérence, alors que les RASED (réseaux d'aide scolaire aux enfants en difficulté) sont menacés.

Les programmes de l'école élémentaire dataient de 2002 et leur mise en place se terminait juste. Ils sont réécrits dans la précipitation. Pourquoi ? Le ministre privilégie les automatismes à la compréhension dans une pédagogie des préalables: l'effort précède le sens, le travail précède la motivation. Cette conception, rappelle Philippe Meirieu, date de trois siècles et a été démentie par les chercheurs depuis le XIXe siècle ! En prenant l'exemple de l'écriture, il montre que, **ce qui fait défaut, chez certains enfants, ce n'est pas le mécanisme, mais le sens**. « Le retour aux fondamentaux », leitmotiv ministériel, oublie que le mot latin *fundare* a donné, en français, fondation et fondement. Dans cette conception pédagogique, les fondements sont absents, du moins à l'école. Elle est socialement discriminante.

La réforme des lycées est encore floue. Pourtant, elle devrait s'appliquer à la prochaine rentrée scolaire. L'échéancier est une fois de plus impossible à tenir sérieusement. On s'achemine, sous couvert de responsabilisation des élèves, vers une modularisation d'une partie des enseignements. Philippe Meirieu, rappelle que ce fonctionnement nécessite un tutorat très fort, faute de quoi « ce lycée supermarché » sera lui aussi, socialement discriminant. Là encore, les horaires scolaires seront allégés.

La réforme de la formation des enseignants suit, de façon caricaturale, la même démarche. Le président de la République annonce, très médiatiquement, que, dans un souci d'élever le niveau de formation des enseignants, le

recrutement se fera au niveau du master. Quel master ? Quels concours ? Quelle formation professionnelle ? Que deviennent les IUFM ? La seule certitude est que la scolarité universitaire, à la charge des familles, est allongée d'un an !

Le sens de toutes ces réformes

En prenant du recul, Philippe Meirieu essaie d'analyser ces réformes en prenant trois grilles d'analyses: **la démocratisation, le pilotage, la conception du service public**.

L'école, depuis les années soixante, s'est incontestablement démocratisée. Mais il s'agit plus de fréquentation (massification) que de réussite pour tous. Certes, le niveau général des élèves s'élève, mais les laissés pour compte sont trop nombreux. Prendre en compte ce public en difficulté coûte forcément cher, mais c'est une obligation morale et un investissement économique et social pour l'avenir. **Or, toute la politique éducative du gouvernement semble dictée par les économies et les réductions de postes**.

Le pilotage de ces réformes révèle une vision productiviste du système. Le maître mot est « le résultat ». Le retour sur investissement est indispensable: l'argent à ceux qui réussissent. En prenant l'exemple des masters en sciences de l'éducation, Philippe Meirieu montre que cette démarche aboutit au primat

de la sélection sur la formation et à la disparition de la formation continue. Il affirme avec force, que comme pour la prévention, **l'éducation ne peut se mesurer qualitativement**.

Le gouvernement de droite, actuellement au pouvoir, **a une vision très libérale de l'État, c'est-à-dire qu'il entend réduire l'État à ses fonctions régaliennes**: armée, police, justice, monnaie. Dans cette vision politique, l'éducation relève des familles et des collectivités locales.

L'idée, très imprégnée dans la culture politique française actuelle, selon laquelle la concurrence produit la qualité, sous-tend ces réformes, notamment en ce qui concerne la suppression de la carte scolaire. Après avoir mis en place la concurrence entre le public et le privé, l'État introduit la concurrence à l'intérieur même du système. C'est le mot magique de « modernisation ». Dans cette idéologie libérale la notion de service public perd tout son sens.